



Tous droits réservés

## DROIT DES PERSONNES

### Séance 5 - Les personnes physiques :

### le droit au respect de la vie privée

I. Le droit au respect de la vie privée : la protection .....	2
A) Une notion à valeur <i>supra</i> législative.....	2
1) Les sources.....	2
2) La notion.....	2
B) La protection contre l'atteinte .....	3
1) Prévenir ou faire cesser l'atteinte au droit au respect de la vie privée .....	4
2) Obtenir réparation du dommage et du préjudice résultant de l'atteinte au droit au respect de la vie privée .....	4
a) La réparation du dommage subi .....	5
b) La réparation du préjudice subi .....	5
(i) Les différents préjudices .....	5
(ii) Les modalités de la réparation .....	6
II. Le droit au respect de la vie privée : les limites .....	7
A) Le droit à l'image.....	7
B) Les autres droits et libertés.....	8
1) Droit au respect de la vie privée et droit à la preuve.....	8
2) Droit au respect de la vie privée et droit du public à l'information .....	9
C) Le décès de la personne .....	11

Le droit au respect de la vie privée est un droit de la personnalité. Reconnu à chaque personne physique dès la naissance de sa personnalité juridique, il s'éteint avec elle.



**Définition :** La vie privée est la sphère d'intimité que chacun est en droit d'exiger. Toute personne a le droit d'avoir une sphère soustraite au regard des autres.

## I. Le droit au respect de la vie privée : la protection

### A) Une notion a valeur *supra* législative

#### 1) Les sources

Le droit au respect de la vie privée est proclamé par plusieurs textes.

- L'**article 9, alinéa 1<sup>er</sup> du Code civil** dispose : « *Chacun a droit au respect de sa vie privée* ».
- L'**article 8 § 1 de la Convention EDH** déclare : « *Toute personne a droit au respect de sa vie privée* ».
- Le Conseil constitutionnel a rattaché ce droit à l'**article 2 de la DDHC de 1789** qui mentionne, parmi les « *droits naturels et imprescriptibles de l'Homme* », la liberté. Pour le Conseil, la « *liberté proclamée par cet article implique le respect de la vie privée* » (**Cons. const., 23 juill. 1999, n° 99-416 DC**).

#### 2) La notion

Les contours de la notion de vie privée peuvent varier d'un individu à l'autre. En général, « *relève de la vie privée, la vie familiale, intime et notamment amoureuse ou sexuelle, les pratiques religieuses, la santé, la vie domestique dans son lieu*

d'habitation et même la vie professionnelle selon la Cour européenne des droits de l'Homme<sup>1</sup> ».

La Cour de cassation a même décidé que le droit au respect de la vie privée s'applique sur le lieu de travail et pendant le temps de travail.



**Exemple :** L'employeur ne peut licencier un salarié pour faute grave au motif qu'il a entretenu pendant ses heures de travail une activité parallèle lorsque ce comportement est établi en consultant les messages émis et reçus par le salarié sur l'ordinateur de travail, dans un fichier intitulé « personnel » (**Cass. Soc., 2 octobre 2001, n° 99-42.942, publié**).

La Cour EDH considère que la notion de vie privée « *comprend des éléments se rapportant à l'identité d'une personne, tels que son nom, sa photographie, son intégrité physique et morale. Elle comprend également le droit de vivre en privé, loin de toute attention non voulue* » (**CEDH, 10 novembre 2015, Couderc et Hachette Filipacchi Associés c/France, n° 40454/07, §83**).

Toute personne a droit au respect de sa vie privée, qu'elle soit inconnue ou célèbre. Néanmoins la personne célèbre, du fait de la place qu'elle occupe dans la sphère publique, a une vie privée plus réduite.



**Attention :** Le droit à la vie privée s'applique à la fois dans un espace privé, ex : domicile et sur l'espace public : Internet.

Les données personnelles des individus sur Internet sont protégées par le RGPD.

## B) La protection contre l'atteinte

Pour déterminer s'il existe une atteinte au droit au respect de la vie privée, la Cour EDH « *tient compte de la manière dont l'information ou la photographie a été obtenue* » (**CEDH, 10 novembre 2015, Couderc et Hachette Filipacchi Associés**

---

<sup>1</sup>Y. Buffelan-Lanore et V. Larribau-Terneyre, *Droit civil, Introduction, Biens, Personnes, Familles*, Sirey, 21<sup>e</sup> éd., 2019, n° 797

*c/France, n° 40454/07, §86*). L'atteinte est souvent portée par des photographies. Droit au respect de la vie privée et droit à l'image sont souvent invoqués ensemble. La Cour a relevé que les photographies paraissant dans la presse « à sensation » (...) sont souvent réalisées dans un climat de harcèlement continu, pouvant entraîner pour la personne concernée un sentiment très fort d'intrusion dans sa vie privée, voire de persécution » (même arrêt, §86).

### 1) Prévenir ou faire cesser l'atteinte au droit au respect de la vie privée

L'**article 9, alinéa 2, du Code civil** donne au juge la possibilité de « prescrire toutes mesures, tels que séquestre, saisie et autres, propres à empêcher ou faire cesser une atteinte à l'intimité de la vie privée; ces mesures peuvent, s'il y a urgence, être ordonnées en référé ».

Parmi les mesures envisageables, on peut citer :

- La publication d'un communiqué qui fait état de la condamnation de l'organe de presse jugé responsable de l'atteinte à la vie privée (**Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 30 mai 2000, n° 98-20.633, publié**),
- L'injonction, sous astreinte, de la remise à la victime du négatif de la photographie (**Cass. 2<sup>e</sup> Civ., 18 déc. 2003, n° 00-22.249, publié**) ou encore du retrait des passages d'un livre ayant causé l'atteinte.



**Définition :** L'astreinte est une condamnation à payer une certaine somme par jour de retard dans l'exécution de l'obligation.

En présence d'une astreinte, le débiteur de l'obligation a tout intérêt à s'exécuter rapidement. Par conséquent, elle peut être utilisée dans le but de prévenir l'atteinte ou d'y mettre fin.

### 2) Obtenir réparation du dommage et du préjudice résultant de l'atteinte au droit au respect de la vie privée

## a) La réparation du dommage subi



**À retenir :** Lorsque l'atteinte a eu lieu, la personne peut obtenir réparation du dommage subi (**art. 9 al. 2 C. civ.**). Il n'est pas nécessaire de prouver que les conditions de la responsabilité civile – faute, préjudice et lien de causalité – sont réunies.

En effet, « Selon l'article 9 du Code civil, la seule constatation de l'atteinte à la vie privée ouvre droit à réparation » (**Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 5 novembre 1996, n° 94-14.798, publié**). Cela signifie que « le demandeur peut toujours obtenir une condamnation symbolique **en réparation du dommage** (atteinte au droit), alors même qu'il n'existe aucun préjudice consécutif en raison des circonstances » (J.-Ch. Saint-Paul, J.-Cl. Civil Code, art. 9, Fasc. 20 : Jouissance des droits civils – Droit au respect de la vie privée – Régime. Actions, 2019, n° 113).



**Attention :** Dès lors qu'il y a une atteinte au droit au respect de la vie privée, la victime a toujours droit à la réparation du dommage, même en l'absence de préjudice. En revanche, pour obtenir réparation du préjudice, il faudra démontrer son existence.

## b) La réparation du préjudice subi

### (i) *Les différents préjudices*

Le préjudice peut être moral ou patrimonial.

- Le droit au respect de la vie privée protégeant un intérêt moral, l'atteinte à cet intérêt est la source d'un **préjudice moral**. Généralement, les victimes de l'atteinte demandent réparation de ce préjudice.
- Plus rarement, certaines victimes d'une atteinte au droit au respect de la vie privée demandent réparation de leur **préjudice patrimonial**. Tel est le cas lorsque la publication d'une information ou d'une image portant atteinte à leur

vie privée a été à l'origine d'une perte. Le juge accorde alors l'indemnisation d'un manque à gagner.



**Exemple :** Une actrice a subi «un préjudice à l'occasion de la reproduction, sans son autorisation, de plusieurs photographies la représentant, du seul fait de la privation de rémunération qu'elle pouvait légitimement recevoir si elle avait cédé ses droits sur les photographies en question » (**CA Versailles, 2 mai 2002, SA Conception de presse c/Belluci**).

### (ii) Les modalités de la réparation

Lorsque des mesures ordonnées en référé pour faire cesser l'atteinte ont été exécutées, cela n'exclut pas pour autant la réparation du préjudice causé par l'atteinte (**Cass. 3<sup>e</sup> Civ., 14 janvier 2016, n° 14-19.092, publié**). Cette réparation peut être faite par des dommages-intérêts ou par la publication d'un communiqué judiciaire.

**Les dommages-intérêts :** la réparation s'effectue alors **en valeur**. Le principe est celui de la réparation intégrale des préjudices. Pour fixer le montant des dommages-intérêts, les juges du fond peuvent tenir compte de la discrétion de la victime vis-à-vis des médias pour fixer un montant élevé, ou au contraire, tenir compte de sa complaisance pour fixer un montant moindre.



**Exemple :** Le juge peut relever que la personne célèbre a, par ailleurs, largement évoqué sa vie privée dans de nombreux entretiens accordés aux médias, pour fixer un montant de dommages-intérêts assez bas.

L'ampleur de la diffusion peut également être un critère.

**La publication d'un communiqué judiciaire :** la réparation s'effectue alors **en nature**. La Cour de cassation a admis que « *le juge tient de l'article 9 du Code civil le pouvoir de prendre toutes mesures propres à assurer la réparation du préjudice subi en cas d'atteinte aux droits de la personne ; (...) la publication d'un communiqué faisant état*

de la condamnation de l'organe de presse, jugé responsable de cette atteinte, constitue une telle mesure » (**Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 30 mai 2000, n° 98-20.633, publié**).

**Délai d'action :** La personne victime d'une atteinte a cinq ans pour agir à compter du jour où elle a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer (**art. 2224 C. civ.**).

La protection du droit au respect de la vie privée est également assurée par les **articles 226-1 et s. du Code pénal** qui incriminent **les atteintes audiovisuelles à la vie privée**. Est puni d'un an d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de « *volontairement porter atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui* » en captant, enregistrant ou transmettant, sans le consentement de la personne :

- Des paroles prononcées à titre privé ou confidentielles,
- Ou son image lorsqu'elle se trouve dans un lieu privé (**art. 226-1 CP**).

## II. Le droit au respect de la vie privée : les limites

Les autres droits et libertés doivent être conciliés avec le droit au respect de la vie privée. Ils constituent des limites posées à ce dernier (**A**). Il est également limité sur le plan temporel, puisqu'il cesse de s'appliquer au décès de la personne (**B**).

### A) Le droit à l'image

Le droit à l'image peut parfois se distinguer du droit à la vie privée.

Ainsi, lorsqu'une photographie est prise dans un lieu public et qu'elle est diffusée, pour caractériser l'atteinte au droit à l'image, il faut que la personne prise en photographie soit clairement identifiable, c'est-à-dire, seule, centrée, isolée (**Cour de cassation, 12 décembre 2000**).

À l'inverse, une personne parmi un groupe de personnes se confond dans l'évènement d'actualité (**Cour de cassation, 25 janvier 2000**).

Ce sont donc les circonstances de l'évènement, le critère du groupe ou de la personne isolée, qui permettent de caractériser une atteinte au droit à l'image.



**Exemple :** La notion du revenge porn. L'atteinte du droit à l'image implique la publication d'une photographie ou d'une vidéo d'une personne prise contre son insu dans un lieu privé dans sa sphère privée. La personne n'a pas consenti à la publication de la vidéo.

## B) Les autres droits et libertés



**À retenir :** La Convention EDH elle-même admet qu'il puisse exister des atteintes au droit au respect de la vie privée.

En effet, l'**article 8 § 2** dispose : « *Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui* »

### 1) Droit au respect de la vie privée et droit à la preuve

L'**article 9 du Code de procédure civile** dispose : « *Il incombe à chaque partie de prouver conformément à la loi les faits nécessaires au succès de sa prétention* ». La partie qui échoue à prouver ces faits perd le procès. Les enjeux de la preuve sont donc importants.

Le droit à la preuve est protégé par l'**article 6 §1 de la Convention EDH** qui prévoit le droit au procès équitable. Un élément de preuve peut parfois être attentatoire au droit au respect de la vie privée.

**Question :** Un élément de preuve attentatoire au droit au respect de la vie privée



peut-il être recevable en justice ?

Au visa des **articles 9 du Code civil** et **du Code de procédure civile** et des **articles 6 et 8 de la Convention EDH**, la Cour de cassation a décidé que le juge doit rechercher si :

- La production litigieuse est indispensable à l'exercice du droit à la preuve de la partie qui la soumet, c'est-à-dire qu'il n'est pas possible de prouver par un autre moyen,
- Et proportionnée aux intérêts antinomiques en présence, c'est-à-dire aux intérêts opposés des parties au procès (**Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 5 avril 2012, n° 11-14.177, publié**).

Cette solution a par la suite été réaffirmée (**Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 5 juillet 2017, n° 16-22.183, publié**).

La Cour reconnaît un véritable droit à la preuve. On a pu observer que dans certaines matières où la vie privée est très présente, comme le divorce, faire prévaloir le droit au respect de la vie reviendrait à exclure presque tous les moyens de preuve.

## 2) Droit au respect de la vie privée et droit du public à l'information

La liberté d'expression est protégée par l'**article 10 de la Convention EDH**. Elle constitue « l'un des fondements essentiels d'une société démocratique, l'une des conditions primordiales de son progrès et de l'épanouissement de chacun » (**CEDH, 10 novembre 2015, Couderc et Hachette Filipacchi Associés c/France, n° 40454/07, §88**). Le corollaire de la liberté d'expression est le droit du public à l'information.



**À retenir :** La liberté d'expression et le droit au respect de la vie privée ont une identique valeur normative. Le juge doit donc trouver un équilibre entre ces deux droits.

La Cour EDH a relevé que « même si la divulgation d'informations sur la vie privée des personnes publiques poursuit généralement un but de divertissement, elle contribue à la variété de l'information disponible au public et bénéficie indubitablement de la protection de l'**article 10 de la Convention** » (même arrêt, §90). Le droit au respect de la vie privée des personnes célèbres peut ainsi être réduit, au profit du droit du

public à l'information. Les personnes inconnues ont un droit au respect de la vie privée plus étendu.

La Cour EDH a ajouté que cette protection de l'**article 10** « peut toutefois céder devant les exigences de l'**article 8** lorsque l'information en cause est de nature privée et intime et qu'il n'y a pas d'intérêt public à sa diffusion » (même arrêt, §90).



**À retenir :** Ainsi, lorsqu'il existe un intérêt public à la diffusion de l'information, la liberté d'expression l'emporte sur le droit au respect de la vie privée.

Inversement, lorsqu'il n'existe pas d'intérêt public à la diffusion de l'information, le droit au respect de la vie privée doit être préservé et la liberté d'expression s'incline.

Concernant la vie amoureuse et sentimentale d'une personne, elle présente, en principe, un caractère strictement privé. Par exception, une information qui la concerne peut être diffusée lorsqu'il existe un intérêt du public à être informé.

**Question :** Comment caractériser l'intérêt public à la diffusion de l'information ?

Il convient d'« apprécier la totalité de la publication et rechercher si celle-ci, prise dans son ensemble et au regard du contexte dans lequel elle s'inscrit, se rapporte à une question d'intérêt général » (CEDH, 10 novembre 2015, *Couderc et Hachette Filipacchi Associés c/France*, n° 40454/07, §102).

La Cour a établi que « des publications ayant pour seul objet de satisfaire la curiosité d'un certain lectorat sur les détails de la vie privée d'une personne ne sauraient (...) passer pour contribuer à un quelconque débat d'intérêt général pour la société » (même arrêt, §100).

La Cour de cassation a dû concilier droit du public à l'information et droit au respect de la vie privée dans l'arrêt rendu par la **première chambre civile le 11 mars 2020 (n° 19-13.716, publié)**. En l'espèce, un article de magazine était intitulé des noms de deux anciens ministres suivis de « Love story à San Francisco ». Il traitait de leur séjour « en amoureux », vingt jours après leur démission conjointe du gouvernement. L'une des personnes concernées, estimant que son droit au respect de la vie privée n'avait pas été respecté, a assigné l'éditeur pour obtenir réparation de son préjudice moral.

La Haute juridiction a appliqué les principes posés par la Cour EDH. Elle a repris les motifs de la cour d'appel : la démission conjointe des deux ministres constituait un sujet d'intérêt général, mais l'article était seulement consacré à la « *révélation de leur relation amoureuse et à leur séjour privé aux États-Unis, de sorte qu'il n'était pas de nature à nourrir le débat public sur ce sujet* ». La Cour a donc conclu à une atteinte au droit au respect de la vie privée de l'ancien ministre.

## C) Le décès de la personne

**Question :** La personne décédée a-t-elle toujours un droit au respect de sa vie privée ?

On peut penser au cas où des informations ou des photographies seraient révélées après le décès de la personne.



**À retenir :** La réponse est négative : « *le droit d'agir pour le respect de la vie privée s'éteint au décès de la personne concernée, seule titulaire de ce droit* » (**Cass. 1<sup>re</sup> Civ., 14 décembre 1999, n° 97-15.756, publié**).

Ses héritiers ne peuvent donc pas agir en son nom. Cependant, d'autres recours s'offrent à eux :

- La dignité humaine continue à protéger la personne même après son décès (**art. 16-1-1 C. civ.**) et elle l'emporte sur la liberté d'expression (**Cass. 1<sup>re</sup> civ., 20 décembre 2000, n° 98-13.875, publié**). Les proches peuvent donc agir pour défendre la dignité de la personne défunte.
- Ils peuvent, le cas échéant, démontrer une atteinte à leur propre droit au respect de la vie privée et agir en leur nom.
- Ils peuvent démontrer qu'il existe une atteinte à la mémoire ou au respect dû au mort et ainsi demander réparation du préjudice moral qui leur a été causé par la diffusion de l'information ou de la photographie.